

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la prolongation de la durée d'autorisation d'une carrière située aux lieux-dits « La Garenne du Frêne » et « La Mare à Renault » sur le territoire de la commune de Hanches (ICPE n°2591)

SAS SEMC

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU** le code de l'environnement, notamment son livre Ier et le titre Ier et IV du livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2005 autorisant la Société d'Exploitation des Matériaux de Carrières (SEMC) à exploiter une carrière de sables sur le territoire de la commune de Hanches aux lieux-dits « La Garenne du Frêne » et « La Mare à Renault » ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2006 modifiant les conditions de remise en état de la carrière de Hanches située lieux-dits « La Garenne du Frêne » et « La Mare à Renault » ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2014 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la SAS SEMC sur le territoire de la commune de Hanches ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;
- VU** la demande de la société SAS SEMC, du 24 juillet 2025 complétée 25 juillet 2025 et le 20 novembre 2025, de prolongation de deux ans de l'autorisation d'exploiter la carrière ;
- VU** l'avis favorable du Maire de la commune de HANCHES en date du 13 octobre 2025 sur la demande de prolongation de l'autorisation de la carrière ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 17 décembre 2025 ;
- VU** la transmission, par courrier du 23 décembre 2025, du projet d'arrêté complémentaire ;
- VU** les observations de la société SEMC formulées par courriel du 30 janvier 2026 ;
- CONSIDÉRANT** que la société SEMC n'est pas en capacité de finaliser la remise en état dans les délais mentionnés aux articles I.2.C et III.7.a de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2025 ;
- CONSIDÉRANT** que la société SEMC ne sollicite aucun apport supplémentaire de remblais ;
- CONSIDÉRANT** que la demande n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que les prescriptions des arrêtés préfectoraux du site, non contraire au présent arrêté, restent applicables et sont de nature à assurer la protection des intérêts visés aux articles L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l’argumentaire développé par l’exploitant à l’appui de la demande du 24 juillet 2025 et complétée le 25 juillet 2025 et le 20 novembre 2025 est recevable ;
SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d’Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet de l’arrêté

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la société SAS SEMC, dont le siège social est situé Chemin de la Sablière jaune 91 790 Boissy-sous-Saint-Yon, pour sa carrière exploitée sur le territoire de la commune de Hanches (28).
Le présent arrêté s’applique sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2– Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont abrogées :

- L’article 2 et 4 de l’arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2014.

Les prescriptions suivantes sont modifiées :

- Les articles I.2.c et II.1.a de l’arrêté préfectoral du 10 janvier 2005,
- Les annexes dénommées « États d’avancement de l’exploitation » de l’arrêté préfectoral du 10 janvier 2005.

Article 3 : Durée de l’autorisation

L’article I.2.c de l’arrêté préfectoral du 10 janvier 2005 est remplacé par l’article suivant :
« I.2.c – durée de l’autorisation
La présente autorisation d’exploiter une carrière inclut la remise en état et est limitée à une durée de 23 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.
L’extraction de matériaux commercialisable ne doit plus être réalisée après le 05 février 2025.
La remise en état du site doit être achevée avant le 10 octobre 2027. »

Article 4 : Montant des garanties financières

L’article II.1.A de l’arrêté préfectoral du 10 janvier 2005 est remplacé par l’article suivant :
« II.1.A – Montant des garanties financières
Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l’annexe I de l’arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L’exploitation est menée en une phase quinquennale.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

PÉRIODE	S1 en ha	S2 en ha	S3 en ha	TOTAL en euros
5 (2023 - 2027)	2,74	2,75	0	198 958

L’indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en avril 2025, soit 858,6 (131,4 x 6,5345).

Le montant cautionné doit être révisé selon la formule indiquée en annexe de l’arrêté du 9 février 2004.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. »

Article 5 : Avancement de l'exploitation

Les annexes dénommées « États d'avancement de l'exploitation » de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2005 sont remplacées par l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 6 : Notification et mesures de publicité

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 4 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

Article 7 : Délais et voies de recours

A – Recours contentieux

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181- du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du même code
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou

de la date d'envoi du recours administratif.

B – Recours administratif

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé au Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté – place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 8 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le

4 FEV. 2026

Le Préfet,
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN

ANNEXE

Plan des garanties financières pour la période 2023 – 2027



